

Juan-Carlos Torres lâche son double mandat à la tête de la Chambre de commerce et d'industrie

la Tribune de Genève, 12.04.2019, p. 7

Cinq autres membres arrivent en fin de mandat. Une nouvelle équipe se profile



Juan-Carlos Torres
Président sortant de la CCIG

Quel doit être le rôle de la CCIG (Chambre de commerce et d'industrie et des services de Genève)? Défendre les principes de l'économie de marché, assurément. C'est l'essence même de cette association fondée en 1865. Pour défendre les intérêts de ses membres, ses dirigeants interviennent donc dans la vie politique locale. Exemple? Être à la pointe dans la campagne sur la réforme fiscale des entreprises (RFFA) sur laquelle les Genevois et les Suisses doivent se prononcer le 19 mai prochain.

Mais les vingt derniers jours de cette échéance cruciale se feront sans l'équipe actuelle. Devenu président de la CCIG en mai 2017, puis directeur suite au brusque départ de Frédérique Reeb-Landry, l'ancienne directrice, Juan-Carlos Torres a démissionné de son double mandat. Et, parmi les sept autres membres du bureau, cinq sont arrivés en fin de man-

dat. Pour les remplacer, Gilles Rüfenacht, qui représente au conseil de la CCIG les cliniques genevoises, se présente à l'assemblée générale du 29 avril prochain, confirmant une information du «Temps». «Pour une année, précise-t-il. Nous avons décidé avec le nouveau comité d'exercer la présidence à tour de rôle.» Quant à la direction générale, elle intéresse Vincent Subilia, membre de la direction générale en charge du commerce international. Il serait épaulé par Marco Piermartiri, en charge de l'opérationnel.

Dressant son bilan, Juan-Carlos Torres le détaille ainsi: «Quand j'ai repris la présidence, j'ai fait ce que je sais faire: clarifier la mission de la Chambre, définir une stratégie, mettre en place un plan d'action. J'ai estimé que cette association devait fonctionner comme une entreprise. Nous avons ensuite modifié les statuts.



Gilles Rüfenacht
Candidat à la présidence de la CCIG

S'ils sont acceptés par l'assemblée générale, le conseil de 35 membres sera remplacé par un conseil économique d'au maximum 25 membres.» Un membre du conseil se félicite de cette simplification dictée par un souci d'efficacité. «Et le premier article des nouveaux statuts précise que la Chambre sera aussi désormais indépendante de toute institution et de tout parti politique», ajoute le président sortant.

Membre du comité directeur du PLR, Gilles Rüfenacht est-il d'accord avec cette refonte, et donc cette inscription, noir sur blanc, d'une forme de distance avec les partis politiques? «Oui, ces statuts ont été votés par la majorité du conseil. Nous avons la chance d'hériter de statuts modernisés.»

En termes voilés, un membre du PLR regrette cependant que le président sortant n'ait pas saisi

toutes les subtilités de la vie politique genevoise. Et rappelle le poids des membres du PLR au sein des anciennes instances dirigeantes de la CCIG, qui a toujours été le bras armé politique des milieux économiques genevois. Une vision que ne partage pas vraiment Juan-Carlos Torres: «Sur notre fronton, une inscription précise que nous sommes la «Maison de l'économie». Nous devons être au service de nos 2500 membres et l'économie doit, à son tour, être au service de Genève, et non l'inverse.» À 63 ans, Juan-Carlos Torres ferme une page de sa vie professionnelle, et en ouvre une autre: «Je vais conseiller des entreprises dans lesquelles travaillent des gens que j'estime, et aider à la reconversion de cadres de plus de 55 ans.»

Au-delà du ton conciliant des uns et des autres, la tension au sein de cette vénérable maison reste palpable. Mais, en raison de l'enjeu de la RFFA, les colts - toujours chargés - ont été rangés dans les étuis. Jusqu'au 19 mai prochain, ce sera l'union sacrée. La paix des braves. **Roland Rossier** @RolanRossier